

§ 2. Les renseignements, documents et résultats produits par la Croix-Rouge de Belgique dans le cadre des missions subsidiées sont la propriété du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement et ne peuvent être utilisés par la Croix-Rouge de Belgique qu'à titre scientifique, après autorisation écrite expresse par le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Art. 6. § 1^{er}. Le subside prévu à l'article 1^{er} couvre la période allant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007.

§ 2. Le subside est liquidé sous la forme d'un versement annuel, après présentation au SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement par la Croix-Rouge de Belgique d'un justificatif, adressé à l'adresse suivante :

SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement

DG II Soins de Santé primaires et Gestion de Crise

Comptabilité

Eurostation II – Place V. Horta 40, bte 10

1060 Bruxelles.

§ 3. Par justificatif, on entend, au minimum, le rapport visé à l'article 4, et, le cas échéant, le décompte des frais réels d'intervention et d'organisation des équipes ou les frais réels de formation accompagné du nom des formateurs et des listes d'inscription des élèves. Ces documents seront également transmis sous forme électronique compatible avec les systèmes informatiques utilisés par le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Les investissements nécessaires pour accomplir la mission prévue à l'article 2, 7^o, ne sont admis que sous couvert d'avis positif de l'administration préalable et rendu dans le cadre du Comité d'accompagnement.

Les déclarations de créance sont présentées pour le 1^{er} juin 2008 au plus tard.

§ 4. Toutes les sommes sont payées au compte numéro 210-0912179-43, ouvert au nom de la Croix-Rouge de Belgique.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

§ 2. De inlichtingen, teksten en resultaten die het Rode Kruis van België in het kader van de gesubsidieerde opdrachten genereert, zijn het eigendom van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu. Die mogen door het Rode Kruis van België uitsluitend voor wetenschappelijke doeleinden gebruikt worden, en dan nog enkel na uitdrukkelijke schriftelijke toestemming van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

Art. 6. § 1. De in artikel 1 bedoelde toelage dekt de periode van 1 januari 2007 tot 31 december 2007.

§ 2. De subsidie wordt in de vorm van een jaarlijkse storting uitgekeerd na voorlegging door het Belgische Rode Kruis van een bewijsstuk aan de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu :

FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu

DG II Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer

Boekhouding

Eurostation II – V. Hortaplein 40, bus 10

1060 Brussel.

§ 3. Onder bewijsstuk wordt minstens het in artikel 4 bedoelde rapport bedoeld, en eventueel de aftrekstaat van de werkelijke interventiekosten en de kosten voor het organiseren van de teams of de werkelijke opleidingskosten, vergezeld van de naam van de opleiders en de lijsten met ingeschreven leerlingen. Die teksten moeten eveneens doorgezonden worden onder een elektronische vorm, die met de op de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu gebruikte informaticasystemen compatibel is.

De noodzakelijke investeringen om de taak te vervullen bepaald in artikel 2, 7^o, worden slechts toegelaten mits een positief advies van de administratie, voorafgaand en bezorgd in het kader van het Begeleidingscomité.

De aangiften van schuldvorderingen worden uiterlijk tegen 1 juni 2008 voorgelegd.

§ 4. Alle sommen worden betaald op rekeningnummer 210-0912179-43, geopend op naam van het Belgische Rode Kruis.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister bevoegd voor volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2007 — 4106

[C – 2007/23062]

28 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté royal relatif à l'établissement d'une subvention pour des événements de formation et d'information sur le thème des changements climatiques

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment l'article 12, alinéa 3;

Vu l'article 22.3321, programme 25 55 2, de la loi du 28 décembre 2006 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2007;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 février 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 11 avril 2007;

Vu l'urgence et le fait que le Conseil d'Etat a rendu, le 17 août 2006, un avis portant sur un arrêté royal de contenu similaire au présent arrêté;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

N. 2007 — 4106

[C – 2007/23062]

28 SEPTEMBER 2007. — Koninklijk besluit betreffende het invoeren van een toelage voor voorlichtings- en vormingsevenementen over het thema klimaatverandering

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, derde lid;

Gelet op artikel 22.3321, programma 25 55 2, van de wet van 28 december 2006 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2007;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 februari 2007;

Gelet op de bevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 april 2007;

Gelet op de hoogdringendheid en op het feit dat de Raad van State op 17 augustus 2006 een advies heeft afgeleverd over een koninklijk besluit met een inhoud die gelijkaardig is aan het huidig besluit;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 2006 relatif à l'établissement d'une subvention pour des événements de formation et d'information sur le thème des changements climatiques;

Vu l'avis n° 42.979/3 du Conseil d'Etat, donné le 23 mai 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable à l'organisation de séances d'information et/ou de formation destinées au public relatives à la problématique des changements climatiques ou ayant des liens étroits avec celle-ci.

Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "le demandeur" : la ou les personne(s) physique(s) ou morale(s) qui organise(nt) l'événement et sollicite(nt) l'octroi de la subvention définie par le présent arrêté;

2° "l'événement" : la prestation d'information et/ou de formation sur le thème des changements climatiques, subventionnable conformément aux dispositions du présent arrêté. Un même événement peut compter une série d'activités ou de séances;

3° "le Service" : le Service Changements climatiques de la Direction générale Environnement, au sein du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement;

4° "la subvention" : la subvention accordée par l'autorité fédérale conformément aux dispositions du présent arrêté.

Subvention

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles et dans les conditions prévues par le présent arrêté, le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions peut octroyer des subventions pour l'organisation d'événements. Ces subventions sont plafonnées au montant de 500 EUR par événement. Des plafonds éventuels en termes de montants totaux octroyés sur l'année ou en terme de nombre d'événements subventionnés sur l'année peuvent être imposés par le Service.

Pour autant que les dépenses demeurent dans les limites compatibles avec la nature et l'ampleur de l'événement prévu, les postes budgétaires pouvant entrer en ligne de compte pour la subvention sont notamment :

- la location des locaux dans lesquels a lieu l'événement;
- la location d'équipements techniques, pour autant que ceux-ci soient nécessaires à l'événement;
- les dépenses relatives à la communication de l'événement;
- la rémunération et les frais de l'orateur;
- l'achat de matériel dans les conditions fixées par le Service.

L'intervention financière représentée par la subvention ne peut dépasser 75 % du coût total des postes budgétaires entrant en ligne de compte conformément au 2^e alinéa; ce coût total étant fixé après déduction des dépenses financées, le cas échéant, par d'autres sources.

Tout financement complémentaire, provenant du secteur public ou du secteur privé, doit être déclaré dans le formulaire de demande. Aucune dépense ne peut faire l'objet d'un double financement.

Conditions d'octroi de la subvention

Art. 4. § 1^{er}. L'information diffusée à l'occasion de l'événement doit être correcte d'un point de vue scientifique et en accord, notamment, avec les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et avec les informations fournies par les autorités fédérales ou régionales par l'intermédiaire de sites web, de brochures ou d'autres supports informatifs.

Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 2006 betreffende het invoeren van een toelage voor voorlichtings- en vormingsevenementen over het thema klimaatverandering;

Gelet op het advies nr. 42.979/3 van de Raad van State, gegeven op 23 mei 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Toepassingsfeer

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het organiseren van voorlichtings- en/of vormingsvergaderingen voor het grote publiek over de problematiek van de klimaatverandering of over een problematiek die er nauw bij aansluit.

Begripsomschrijvingen

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "de aanvrager" : de natuurlijke of rechtspersoon(en) die het evenement organiseert(eren) en om de in dit besluit bepaalde toelage verzoek(t)en;

2° "het evenement" : de dienstverlening op het vlak van de voorlichting en/of vorming over het thema klimaatverandering, bestemd voor het grote publiek en subsidieerbaar overeenkomstig de bepalingen van dit besluit. Een evenement kan bestaan uit een reeks activiteiten of bijeenkomsten;

3° "de Dienst" : de Dienst Klimaatverandering van het Directoraat-generaal Leefmilieu, binnen de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

4° "de toelage" : de toelage door de federale overheid toegekend overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Toelage

Art. 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en volgens de in dit besluit bepaalde voorwaarden, kan de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, subsidies toekennen voor de organisatie van evenementen. Deze toelagen zijn geplafonneerd tot een bedrag van 500 EUR per evenement. De Dienst kan eventueel een limiet vastleggen aan de totale op jaarbasis toegekende bedragen of aan het aantal evenementen dat op jaarbasis gesubsidieerd wordt.

Voor zover de uitgaven beperkt blijven in overeenstemming met de aard en de omvang van het voorziene evenement, zijn de begrotingsposten die in aanmerking kunnen genomen worden voor de toelage de volgende :

- de huur van de lokalen waarin het evenement plaatsheeft;
- de huur van de technische uitrusting, voor zover die voor het evenement noodzakelijk is;
- de uitgaven in verband met de bekendmaking van het evenement;
- de vergoeding en de kosten van de spreker;
- de aankoop van materiaal onder de voorwaarden vastgelegd door de Dienst.

De financiële tegemoetkoming die de toelage vertegenwoordigt mag 75 % van de totale kosten van de begrotingsposten die overeenkomstig de 2e alinea in aanmerking komen niet overschrijden; deze totale kost wordt vastgesteld na aftrek van de uitgaven die eventueel via andere bronnen worden gefinancierd.

Elke bijkomende financiering, afkomstig van de publieke sector of van de privé-sector, moet op het aanvraagformulier worden vermeld. Geen enkele uitgave mag het voorwerp zijn van een dubbele financiering.

Voorwaarden voor toekenning van de toelage

Art. 4. § 1. De informatie die naar aanleiding van het evenement wordt verspreid moet wetenschappelijk gezien juist zijn en, in het bijzonder, in overeenstemming met de conclusies van het Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering en met de informatie, verschaft door de federale of gewestelijke overheden door middel van websites, brochures of andere informatieve middelen.

§ 2. L'information donnée lors de l'événement ne doit pas rester purement théorique, mais présenter une orientation essentiellement pragmatique, notamment en présentant des techniques, des mesures et des actions concrètes pouvant contribuer à contrer les changements climatiques et leurs effets.

§ 3. L'événement doit en principe être destiné au grand public. S'il est organisé dans le cadre d'un cercle restreint de personnes, tel un établissement d'enseignement ou une association, l'accès ne peut en être limité aux seuls membres de ce cercle, et l'événement doit être annoncé auprès d'un public suffisamment large.

§ 4. Le demandeur doit prouver, dans le formulaire de demande et conformément aux indications qu'il contient, que les orateurs disposent d'une compétence suffisante en matière de changements climatiques, soit par les activités professionnelles qu'ils exercent, soit grâce à un intérêt personnel développé pour cette problématique.

Art. 5. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 6, alinéa 5, le demandeur doit prouver, dans le formulaire de demande et conformément aux indications qu'il contient, que l'organisation de l'événement va s'accompagner d'une publicité suffisante pour annoncer l'événement et ses modalités à relativement grande échelle aux groupes cibles prévus et lui assurer une audience raisonnable. Si l'événement est organisé dans un cadre restreint, le demandeur doit également prouver que l'accès en a été ouvert à tous.

§ 2. La collaboration notamment avec des autorités locales, des groupes d'intérêt, et des organisations non gouvernementales en matière d'organisation ou de communication n'est pas obligatoire, mais peuvent apporter une plus-value importante lors de l'évaluation du dossier de demande de subsides.

Procédure de demande et d'octroi de la subvention

Art. 6. § 1^{er}. Au plus tard un mois avant l'événement, le demandeur envoie, par lettre ou par courrier électronique, un dossier de demande au Service. Le dossier de demande se compose d'un formulaire de demande rempli de façon complète et détaillée, complété éventuellement avec les justificatifs déjà disponibles.

§ 2. Dans les plus brefs délais, le Service envoie au demandeur un accord de principe, qui ne constitue d'aucune façon un engagement à payer. Au plus tard deux semaines avant l'événement, le Service reçoit une invitation personnelle.

§ 3. Dans les deux mois suivant l'événement le demandeur fait parvenir au Service un dossier comprenant les justificatifs de l'événement (présentation d'un état de recettes et de dépenses certifié sincère et véritable accompagné des pièces justificatives) ainsi que d'un rapport de l'événement.

§ 4. Le Service évalue le dossier, fixe le montant de la subvention et soumet une proposition d'arrêté au Ministre de l'Environnement. Dès que celui-ci l'a approuvé et signé, le montant de la subvention sera engagé et une copie de l'arrêté sera adressée au demandeur.

Art. 7. Le Service se réserve le droit de ne pas attribuer la subvention lorsqu'il estime que la demande et/ou l'événement ne satisfait pas aux exigences des dispositions du présent arrêté.

Art. 8. Le formulaire de demande peut être obtenu auprès du secrétariat du Service.

Art. 9. Tous les contacts écrits, électroniques, et téléphoniques doivent uniquement et directement s'effectuer via le secrétariat du Service.

Art. 10. Notre Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Donné à Bruxelles, le 28 septembre 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Environnement,
B. TOBBACK

§ 2. De informatie die tijdens het evenement wordt verstrekt mag niet louter theoretisch blijven, maar moet hoofdzakelijk een oplossingsgericht karakter hebben, in het bijzonder door technieken, maatregelen en concrete acties voor te stellen die kunnen bijdragen aan het tegengaan van klimaatveranderingen en de gevolgen ervan.

§ 3. Het evenement moet in principe bestemd zijn voor het grote publiek. Indien het georganiseerd wordt in het kader van een beperkte groep personen, zoals een onderwijsinstelling of een vereniging, mag de toegang niet beperkt worden tot uitsluitend de leden van deze groep, en moet het evenement aangekondigd worden bij een voldoende groot publiek.

§ 4. De aanvrager moet, bij het aanvraagformulier en overeenkomstig de vermeldingen die het bevat, bewijzen dat de sprekers op het gebied van klimaatveranderingen over een voldoende kennis beschikken, hetzij door de beroepsbezigheden die zij uitoefenen, hetzij dankzij een persoonlijke belangstelling ontwikkeld voor deze problematiek.

Art. 5. § 1. Onverminderd artikel 6, vijfde lid, moet de aanvrager, op het aanvraagformulier en overeenkomstig de vermeldingen die het bevat, aantonen dat de organisatie van het evenement gepaard zal gaan met een voldoende publiciteit om de gebeurtenis en zijn modaliteiten op relatief grote schaal aan de voorziene doelgroepen aan te kondigen en hem een redelijke opkomst te verzekeren. Indien het evenement in een beperkt kader georganiseerd wordt, moet de aanvrager eveneens bewijzen dat het voor iedereen toegankelijk was.

§ 2. De samenwerking met name met de lokale overheden, belangengroepen, en de niet gouvernementele organisaties op het gebied van de organisatie of de kennisgeving is niet verplicht maar kan een aanzienlijke meerwaarde betekenen op het ogenblik van de evaluatie van het dossier van de subsidieaanvraag.

Procedure voor de aanvraag en toekenning van de toelage

Art. 6. § 1. De aanvrager stuurt, ten laatste een maand vóór het evenement, per brief of per elektronische post, een aanvraagformulier aan de Dienst. Het aanvraagdossier is samengesteld uit een volledig en gedetailleerd ingevuld aanvraagformulier, eventueel aangevuld met de reeds beschikbare bewijsstukken.

§ 2. De Dienst stuurt zo spoedig mogelijk aan de aanvrager een principeakkoord, dat op geen enkele wijze een betalingsverbintenis inhoudt. Uiterlijk twee weken voor het evenement, ontvangt de Dienst een persoonlijke uitnodiging.

§ 3. Binnen de twee maanden volgend op het evenement stuurt de aanvrager een dossier naar de Dienst met de nodige bewijsstukken van het evenement (voorlegging van een voor echt en waar verklaarde staat van inkomsten en uitgaven vergezeld van de verantwoordingsstukken) alsmede van een evenementenverslag.

§ 4. De Dienst evalueert het dossier, stelt het bedrag van de toelage vast en legt een voorstel van besluit voor aan de Minister van leefmilieu. Van zodra deze het heeft goedgekeurd en ondertekend, wordt de betaling van de toelage vastgelegd en een kopie van het besluit aan de aanvrager toegestuurd.

Art. 7. De Dienst behoudt zich het recht voor de toelage niet toe te kennen ingeval zij oordeelt dat de aanvraag en/of het evenement niet voldoet aan de bepalingvoorwaarden van dit besluit.

Art. 8. Het aanvraagformulier kan bij het secretariaat van de Dienst bekomen worden.

Art. 9. Alle schriftelijke, elektronische en telefonische contacten gebeuren alleen en rechtstreeks via het secretariaat van de Dienst.

Art. 10. Onze Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

Gegeven te Brussel, 28 september 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Leefmilieu,
B. TOBBACK